
Repenser le Proche-Orient

Editorial

Jean-Paul Chagnollaud

Il y a plus de trente ans, du temps de la guerre froide et de l'équilibre de la terreur, Raymond Aron pour dire l'état du monde, avait lancé sa formule, vite devenue classique, *paix impossible, guerre improbable*. Aujourd'hui, comme l'a montré Pierre Hassner, on doit la transformer en en inversant les termes: paix moins impossible, guerres moins improbables.

La paix entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest est devenue désormais une réalité tangible qui a toutes les chances de s'enraciner durablement; les divergences fondamentales d'intérêt ont disparu tandis que les urgences du développement économique conduisent à tisser, entre les uns et les autres, de nouvelles formes d'échange et de coopération. Sur le plan diplomatique et stratégique, des accords d'une importance capitale ont été signés comme ceux portant sur le désarmement nucléaire en 1991, ou la Charte de Paris en 1990 consacrant le nouvel ordre européen de l'après-guerre froide.

Mais, en même temps, la métamorphose du monde a engendré une fragmentation politique, idéologique et territoriale si intense qu'on n'a sans doute pas fini d'en mesurer les conséquences au point que de bons observateurs, comme Alain Minc, n'hésitent pas à parler d'un "nouveau Moyen-Age". Le conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie en est une des manifestations les plus dramatiques même si les Européens essayent de ne plus y penser, comme si on pouvait négliger une guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de morts et provoqué l'exode de millions de personnes.¹

Entre ces deux mouvements du monde — la paix dans l'association ou la tentation de la barbarie par l'extrême repli sur soi — le Proche-Orient semblait encore s'inscrire dans le second, malgré les multiples signes de changement perceptibles depuis le déclenchement de l'Intifada et l'acceptation par l'OLP, en 1988, du partage de la Palestine.

Il y seulement quelques mois, il paraissait en effet encore impensable que les Israéliens et les Palestiniens puissent, seuls, surmonter les traumatismes, les peurs et les méfiances provoquées par une confrontation presque séculaire. Jamais pendant ces décennies, ils n'avaient été en mesure de faire le moindre pas l'un vers l'autre autrement qu'avec un fusil à la main.

Et soudain, tout a basculé. Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement; Yasser Arafat et Yitzhak Rabin se serrent la main à Washington après avoir signé un accord exemplaire dans lequel ils affirment "*la nécessité de reconnaître leurs droits politiques légitimes mutuels*" et organisent les bases d'une coopération dans de nombreux domaines.

Après un moment de stupéfaction et d'incrédulité, la monde entier a salué l'événement en rendant hommage au courage politique de ceux qui avaient ainsi osé prendre les risques de la paix. Dans la région, les autres protagonistes du conflit, ainsi mis devant le fait accompli, ont dû revoir complètement leurs stratégies pour s'adapter à cette nouvelle donne inattendue capable de bouleverser radicalement les approches politiques du Proche-Orient. Les uns ont choisi d'accompagner ce processus pour en tirer les meilleurs profits tandis que quelques autres réfléchissaient aux moyens de s'y opposer sans pour autant apparaître comme des obstacles à une paix si fortement souhaitée par les peuples palestinien et israélien.

Au moment où nous écrivons ces lignes (décembre 1993), la situation sur le terrain est pourtant particulièrement tendue: de violents affrontements ont opposé, à Gaza, des Palestiniens à l'armée israélienne tandis qu'en Cisjordanie un colon était assassiné. Ces événements ne sont pourtant pas dramatisés par les dirigeants politiques des deux camps; Yitzhak Rabin et Yasser Arafat s'attendaient à des réactions de ce type de la part de ceux qui veulent à tout prix casser la dynamique de ces accords. Au-delà de ces préoccupantes et graves péripéties — et à condition évidemment qu'elles ne dégénèrent pas au point de déstabiliser tout le processus — les responsables politiques comme les observateurs s'interrogent sur les perspectives d'avenir de manière radicalement nouvelle.

Tous les tabous qui réduisaient les capacités de réflexion n'ont certes pas disparu, mais ils sont déjà suffisamment ébranlés pour que la pensée commence à s'en affranchir et parte explorer des voies jusque-là réservées à quelques pionniers qui avaient tant de mal à se faire entendre et davantage encore à se faire écouter. Désormais, beaucoup d'acteurs

politiques, en charge de telle ou telle institution, osent tenir un discours différent. Avant le 13 septembre 1993, ils étaient tétanisés par la crainte d'apparaître comme "celui qui trahit" parce qu'il n'a pas tenu le langage convenu ou parce qu'il s'est écarté des stéréotypes pourtant sclérosés. Ainsi toute pensée libre n'était réservée qu'à quelques hommes courageux anticipant sur l'histoire pour tenter de dépasser ces immobilismes stériles et ces attitudes pusillanimes.

Désormais, le temps des censures, des autocensures et des procureurs autoproclamés est en passe d'être révolu.

Cette "libération" de la pensée est une des conséquences les plus importantes des accords du 13 septembre. Car seule cette liberté de pensée et son expression multiforme permettent d'inventer l'avenir avec la nécessaire imagination créatrice que requiert une situation si exceptionnelle. On peut donc espérer que les propositions qui seront avancées dans tous les domaines seront poussées par une ambition à la hauteur des enjeux qui sont considérables et qui dépassent le Proche-Orient par leur caractère potentiellement exemplaire.

Ce qui va se jouer au Proche-Orient est, en effet, essentiel. D'abord, évidemment, pour les peuples de la région qui ont tant souffert de cet interminable état de guerre mais aussi pour tous ceux qui, en Europe ou ailleurs, attendent de voir si cette dynamique pleine de promesses va produire effectivement les résultats qu'on peut en espérer.

Jusque-là les Israéliens et les Palestiniens étaient complètement crispés sur leur identité nationale; les premiers pour justifier, poursuivre et exalter leur domination territoriale et politique; les seconds pour ne pas être dissous, niés et finalement oubliés du monde. La question en forme de défi est désormais posée: dans quelle mesure les uns et les autres seront-ils capables de dépasser ces réflexes étroitement nationalistes pour se hisser au niveau d'une conscience nationale ouverte sur les autres, afin de construire de nouvelles relations, riches et fécondes, fondées sur l'échange et la coopération que beaucoup dans les deux camps appellent de leurs vœux?

L'autre question, très complémentaire de la précédente, renvoie au respect des valeurs démocratiques et pas seulement de la démocratie appréhendée sous l'angle réducteur des institutions politiques — qui n'en sont qu'un élément indispensable mais insuffisant.

Les Israéliens bénéficient d'une longue expérience de pratiques démocratiques dans le cadre très structuré d'un Etat de droit avec des instances fortement régulatrices comme la Cour suprême, et des médias qui, à des moments décisifs de la vie de ce pays, ont su affirmer leur indépendance à l'égard de tout pouvoir. Pourtant, il serait erroné de prétendre que la démocratie israélienne fonctionne parfaitement bien car elle a ses laissés pour compte qui représentent une part importante de la population: les Arabes israéliens. Même s'ils peuvent voter, être élus, avoir des journaux, ils demeurent trop souvent dans une situation

d'inégalité à l'égard des autres citoyens d'Israël. Il n'est donc pas surprenant que les Arabes israéliens attendent d'abord de ce processus une pleine et réelle égalité de droits. C'est un enjeu majeur pour l'Etat d'Israël dans les années qui viennent.

Avec les juifs sépharades, les Arabes israéliens sont les citoyens qui peuvent constituer ce pont permettant à l'Etat hébreu de s'insérer avec force dans son environnement régional.

D'une autre façon, les Palestiniens ont aussi une expérience de la démocratie: les institutions de l'OLP sont pluralistes et, de manière plus globale, ils ont souvent eu, dans leur interminable exil, l'occasion de sentir la différence entre les systèmes démocratiques et ceux qui ne l'étaient pas. La question de savoir s'ils seront en mesure de construire leur système d'autonomie puis leur Etat sur des bases authentiquement pluralistes est déterminante pour leur avenir comme pour leur place dans la région, avec toutes les conséquences que cela ne manquera pas d'avoir sur les régimes arabes du Proche-Orient qui ont toujours étouffé toute velléité démocratique. Parce que trop de mouvements de libération se sont si souvent — du Vietnam à l'Algérie — révélés incapables d'aller au bout de leur propre libération en confisquant tout le pouvoir au nom de ceux pour lesquels ils se battaient, il est certain que "l'expérience palestinienne" qui va bientôt commencer — d'abord par la transformation des structures internes de l'OLP — sera suivie avec beaucoup d'intérêt par tous ceux qui, malgré tant de déconvenues, s'accrochent encore à l'idée que le pire, tout de même, n'est jamais sûr. De ce point de vue, il faut dire que les premières mesures annoncées par la direction palestinienne suggèrent que cela sera difficile: un leader charismatique est rarement le mieux placé pour comprendre le sens profond de la démocratie puisqu'elle implique, sinon une négation de son rôle, du moins sa relativisation.

Un moment historique crucial

En concevant ce dossier, nous avons cherché à faire le point sur ce moment historique crucial où *rien* n'est encore vraiment joué et où *tout* est donc encore possible. L'entreprise est risquée puisque les perspectives sont, par définition, incertaines; mais là réside justement l'intérêt de réfléchir aux éléments de ce fragment d'histoire qui peut conduire à des renouveaux inespérés comme évidemment à des frustrations et à des déceptions renouvelées.

Fidèles à la démarche de *Confluences*, nous avons réuni des analyses et des points de vue différents. L'initiateur de la conférence de Madrid, James Baker, donne son sentiment sur le rôle des Etats-Unis; rôle par ailleurs étudié par Roger Heacock.

Les réactions des Palestiniens sont présentées à plusieurs niveaux: Ruba Husary est allée à Gaza pour écouter les uns et les autres; Nadine Picaudou réfléchit aux enjeux actuels pour l'OLP; Bassma Kodmani-Darwish montre la signification de ce processus pour les réfugiés et s'interroge sur l'émergence d'une diaspora palestinienne; Saleh Abdeljawad et Ali Jarbawi scrutent les positions des islamistes; Nadia Benjelloun-Ollivier trace un portrait de Yasser Arafat tandis que Paul Kessler, Sonia Dayan-Herzbrun et Joseph Parisi rappellent ce qu'occupation veut dire.

Pour éclairer les réactions des Israéliens, Elie Barnavi décrit la divine surprise que cet accord a provoqué dans la classe politique, Dominique Vidal remonte aux racines israéliennes de la paix, Shlomo Elbaz souligne l'importance des Sépharades pour une vraie réconciliation tandis que l'écrivain Emile Habibi rappelle avec force que les Arabes israéliens ne doivent pas — une fois encore — être oubliés. Simon Lévy montre à quel point le judaïsme marocain constitue une référence pour l'avenir de la coexistence judéo-arabe tandis que le président du CRIF, Jean Khan, salue cet accord qui est, selon lui, de bon augure.

Sur la scène régionale, Carole Dagher fait le point sur les négociations avec le Liban et la Syrie, deux pays avec lesquels les jeux ne sont pas encore faits, et Bernard Ravenel — tout en insistant sur le retour de la politique — clôt le dossier en faisant un signe à tout ceux qui, pendant des années, ont osé — souvent à contre-courant — espérer cette paix et ont donc, en quelque sorte, contribué à ce qu'elle se réalise aujourd'hui.

Enfin, nous avons voulu que ce dossier s'ouvre sur la belle idée que défend Théo Klein: que toute la terre soit aux deux peuples.

Jean-Paul Chagnollaud

Note:

1 Voir: Balkans, l'Implosion?, *Confluences Méditerranée* N°8, automne 1993.